

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Pleins feux sur le commerce transatlantique

Les accords commerciaux transatlantiques sont au cœur des discussions politiques européennes alors que les représentants officiels du Canada et des États-Unis étaient en visite en Europe la semaine dernière (les Canadiens travaillaient sur l'Accord économique et commercial global [AECG] et les Américains discutaient de leur Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement [TTIP]).

La ministre canadienne du Commerce, Chrystia Freeland, a salué l'achèvement de l'AECG, dont la vérification juridique a été complétée le 29 février. Les négociations principales s'étaient conclues en septembre 2014, mais les deux parties travaillent depuis à parfaire l'accord, particulièrement le chapitre controversé sur les investissements.

« Nous croyons que cette entente est remarquable », a indiqué M^{me} Freeland aux journalistes le 21 avril, ajoutant que cet « excellent accord » va « placer la barre plus haute » pour toutes les ententes futures, en plus d'être un « moteur fulgurant pour la croissance économique ».

Cependant, tout le monde n'est pas convaincu des bienfaits de l'AECG en Europe. Certains membres du Parlement de l'UE continuent de critiquer la disposition concernant le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), même après le changement apporté au chapitre qui comprend un système juridictionnel des investissements, lequel aidera à mettre sur pied un « tribunal de règlement des différends permanent, transparent et institutionnalisé », selon la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

« Nous avons obtenu un engagement beaucoup plus solide quant au droit des gouvernements de réglementer [...], nous avons obtenu des améliorations quant au processus d'arbitrage : il est maintenant plus objectif et transparent », a affirmé M^{me} Freeland au sujet du nouveau chapitre sur les investissements.

Entre-temps, le ministre-président de la Wallonie (une région de la Belgique occupant plus de 50 % du territoire du pays et représentant 1/3 de la population), Paul Magnette, n'est toujours pas convaincu et a indiqué au Parlement wallon le 13 avril que sa région ne donnerait pas le feu vert au gouvernement fédéral belge pour ratifier l'AECG, à moins qu'on ne lui garantisse que ses préoccupations relatives au RDIE seront abordées.

« Certaines personnes s'opposent au commerce, elles veulent mettre un frein à la mondialisation ou même la renverser. Cela serait non seulement dommageable d'un point de vue économique, mais aussi politique [...] alors faisons bien les choses en matière d'accords commerciaux pour le 21^e siècle », a indiqué M^{me} Freeland aux journalistes le 21 avril.

La nouvelle approche de l'AECG pour la protection des investissements comprend les mêmes éléments élaborés par la Commission à la fin de l'année dernière (novembre 2015) et présentés aux États-Unis dans le contexte de leurs négociations de libre-échange bilatérales (TTIP) plus tôt cette année.

Cette proposition n'a pas encore fait l'objet d'un consensus aux États-Unis, qui ont déjà complété un chapitre sur le RDIE dans le cadre de l'accord du Partenariat transpacifique (PTP). La 13^e ronde de négociations sur le TTIP doit commencer le lundi 25 avril.

En visite en Europe la semaine dernière, le président américain Barack Obama a aussi appelé à une conclusion rapide des négociations du TTIP lors d'une rencontre avec les leaders de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni. Le président Obama insiste pour que l'entente transatlantique soit conclue avant qu'il ne quitte son poste. Cependant, de nombreux pays européens sont toujours mécontents de la manière dont les négociations évoluent. Certains se plaignent de la protection des indications géographiques (IG),

laquelle, selon eux, n'a pas été abordée adéquatement dans le TTIP, comme elle l'a été dans l'AECG.

Enjeux concernant les visas

Les visas canadiens obligatoires pour les citoyens bulgares et roumains faisaient partie des préoccupations que la ministre Freeland devait aborder la semaine dernière, alors que la délégation roumaine à Bruxelles menaçait d'opposer son veto à l'AECG si une résolution n'était pas trouvée à ce sujet. Le Canada accorde une dispense de visa aux citoyens de tous les États membres de l'UE, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

